



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°78 – mardi 12 octobre 1999.

LE CRI.

Dans ce numéro

- 1- Dire non.
- 2- Le cri.
- 3- Contre le précarisation
- 4- Contre le néolibéralisme
- 5- Bruxelles
- 6- Irlande
- 7- Le monde n'est pas une marchandise
- 8- Bas Rhin
- 9- Saône et Loire
- 10- Deux Sèvres
- 11- Morbihan
- 12- Loire Atlantique
- 13- Essonne
- 14- Pyrénées Orientales
- 15- Vienne
- 16- Proposons et emportons des victoires !
- 17- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Dire non.

Un Autre Monde est possible
Non au Millennium Round.

Cette proposition et ce refus ont déjà commencé à faire leur chemin. Répétées, prononcées dans toutes les langues, déclinées dans toutes les variantes possibles par des militants d'organisations diverses et par des citoyens exaspérés (1 200 organisations ont signé l'appel de la société civile lancé par les Amis de la Terre), ces deux simples phrases résonnent déjà comme un avertissement.

Le « Financial Times » notait le 30 septembre dernier que Jérôme Monod (Président du TABD, Transatlantic Business Dialogue, une association de chefs de transnationales fondée en 1995, entre 100 et 150 membres. Président de Suez Lyonnaise des Eaux) avait remarqué qu'il y avait « un vaste mouvement d'opinion hostile au concept entier de commerce mondial » et que celui-ci s'appuyait sur le fait qu'il était nuisible à l'environnement, aux consommateurs et aux parties de la planète en développement.

S'adressant à ses collègues du TABD à Bruxelles il avait alors regretté que, bien que le gouvernement américain ait demandé avec insistance au TABD de promouvoir le système libéral du commerce, il ne pourrait pas le faire du fait des résistances très répandues contre le modèle libéral, résistances qui pourraient finir par nuire voire contrecarrer, d'après M. Monod, les discussions de Seattle...

Ce n'est encore qu'un frémissement, à peine un tremblement, pas encore un vrai repli. Il est donc plus que jamais important de dire non, d'informer, de proposer et de le faire savoir autour de soi. Pour ne plus croire et se laisser dire que tout est impossible et que la démocratie est ringarde et inadaptée à la « modernité », pour ne plus démissionner de son rôle de citoyen et de sa peau d'être humain, agissons ensemble aujourd'hui.

Semaine internationale d'action contre le Millennium Round du 12 au 17 octobre.

Le Cri.

Pour le travail, la justice et la vie



attac

12 octobre 1999

A peu de jours du début du troisième millénaire, l'aspiration d'une vie nouvelle nous appelle à prendre l'initiative -en laissant de côté tout sentiment d'impuissance- afin d'ouvrir solidairement le chemin à la société que nous voulons. Pour commencer, faisons entendre notre voix comme un cri qui résonne dans les tympans de ceux qui nous gouvernent - qui seuls ont des oreilles pour les puissants - pour leur dire que s'il n'y a pas de futur pour tous et toutes, il n'y en aura pour personne, puisque le projet dominant de "mort" et sa logique irrationnelle et d'exclusion sont en train de conduire à l'autodestruction de l'humanité. Un cri pour annoncer que l'heure du projet de "vie" de la dignité humaine et du bon sens est arrivée. C'est le cri des exclus(es).

Quel est ce cri ?

C'est une grande manifestation populaire pour dénoncer toutes les situations d'exclusion et pour signaler les issues et initiatives possibles. C'est un processus où les divers secteurs des exclus(es) ont voix, présence, et participent à toutes ses étapes

Vous pouvez marquer votre soutien en contactant l'une ou l'autre des adresses suivantes :

* Secretaria del Grito de los Excluidos/as
Rua Caiambé 126
04264-060 São Paulo - SP – BRASIL
Tel/fax: 0055-11-272.0627.
e-mail: pastmigra@usway.com.br

* Agencia Latinamericana de Informacion
INTERNET: info@alai.ecuanex.net.ec
Direccion: Casilla 17-12-877, Quito-Ecuador
Telefono: (593 2) 505074 Fax: (593 2) 505073
URL: <http://alainet.org>

Contre la précarisation

Les Assises contre la précarisation de la société auront lieu les 15 et 16 octobre prochains à la Bourse du Travail (Paris). A l'initiative d'AC !, de l'APEIS, du CDSL, du Collectif pour les Droits des Femmes, du DAL, du MNCP, du Syndicat des Artistes Plasticiens et avec la participation de nombreuses organisations syndicales du privé et du public, ses Assises débiteront le vendredi 15 octobre à 14h00.

Contre le néolibéralisme

Le Syndicat de la Médecine Générale lance un appel contre la dictature du néolibéralisme en médecine : « Mieux soigner. Sortir la santé de la logique marchande. La remettre dans le champ public et politique ». Vous pouvez le signer et le faire circuler autour de vous : Syndicat de la Médecine Générale – 52, rue Galliéni ; 92 240 Malakoff – pratiques@aol.com

Bruxelles

L'OMC lorgne sur l'Ecole

Le " Cycle du Millénaire " devrait libéraliser à outrance le marché de l'éducation et de la formation d'après Nico Hirtt (Animateur, en Belgique, de l'association " Appel pour une école démocratique ", auteur de L'Ecole sacrifiée (EPO, 1996) et de Tableau Noir (avec Gérard de Selys, EPO 1998). Il publiera prochainement Les nouveaux maîtres de l'Ecole, L'enseignement européen sous la coupe des marchés).

[...] En 1998, à la demande du Conseil pour le Commerce des Services, le Secrétariat de l'OMC a constitué un groupe de travail chargé d'étudier les perspectives d'une libéralisation accrue de l'Education. Dans son rapport (classé "restricted", mais néanmoins disponible sur Internet), ce groupe insiste sur "le rôle crucial de l'éducation dans la stimulation de la croissance économique". Il souligne le développement de l'apprentissage à distance, " un créneau très dynamique, qui bénéficie du développement de nouvelles technologies de l'information et des communications ". Il salue la multiplication des partenariats entre des institutions d'enseignement et des entreprises (comme la Western Governors' University, fondée par 17 gouverneurs d'états américains avec la collaboration de sociétés comme IBM, AT&T, Cisco, Microsoft, et Thomson International). Enfin, le rapport se réjouit de la déréglementation croissante du secteur éducatif européen (surtout dans l'enseignement supérieur), félicitant au passage les autorités du Royaume Uni qui ont, dès les années 80, entrepris " un mouvement d'abandon du financement public au profit d'une plus grande réponse au marché couplée à une ouverture accrue sur des mécanismes de financement alternatifs ".

Il ne s'agit là que des réflexions d'un groupe de travail ? Comme l'écrit Martin Khor dans Le Monde Diplomatique, "à l'OMC, comme au GATT, la création d'un groupe de travail n'est jamais innocente : puissamment impulsée par la bureaucratie de l'Organisation, elle enclenche un engrenage dans lequel se trouvent vite pris les



attac

gouvernements participants. Très rapidement, la question n'est plus de savoir si l'on est pour ou contre les objectifs affichés dans son intitulé, mais bien comment atteindre ces objectifs ".

Pour plus d'informations : bxl@attac.org

Irlande

Comhlamh's working group on Trade and Investment (a network of Irish NGOs including attac-Ireland) and Trinity One World present an evening lecture on the theme of the WTO and global poverty on Wednesday 13th October in Trinity College Dublin, Davis Theatre, at 7.30pm.

The World Trade Organisation is responsible for developing and implementing far reaching rules governing behaviour in the global market place. The governments of member countries are embarking on a fresh round of negotiations. This will further enhance the power of multinational corporations and diminish the role of government. The issues of food security, human rights, the environment and labour in the context of Globalisation and the World Trade Organisation will be discussed at the upcoming evening lecture.

Pour plus d'informations: ireland@attac.org

Le monde n'est pas une marchandise

LE MONDE N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

Face aux prétentions de l'Organisation mondiale du commerce Manifestons le 27 novembre

La Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui va se tenir à Seattle (Etats-Unis d'Amérique) constitue un enjeu majeur pour les peuples, les citoyens, les salariés, pour l'avenir même de notre planète.

Depuis sa création en 1995, l'OMC échappe à tout contrôle démocratique ; elle ne dispose d'aucune légitimité électorale pour décider en lieu et place de peuples, de nations et d'Etats. Elle a toujours refusé de prendre en considération la dimension sociale des échanges, qu'il s'agisse d'emploi, de droits, de normes, de maîtrise technologique, de formation... Elle ne se soucie pas davantage de la protection de l'environnement et des milieux naturels. Elle milite pour accroître la libéralisation des échanges et généraliser la financiarisation et la déréglementation sociale.

Le sommet de Seattle vise à accélérer ces processus et de les rendre irréversibles. Son ordre du jour concerne des domaines aussi essentiels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'alimentation, l'énergie, la biosphère. Dans toutes ces dimensions de l'activité humaine, professionnelle et sociale, les règles de la concurrence, du dumping seraient généralisées, les situations de " monopole " des services publics seraient condamnées. Chaque pays serait par ailleurs traité sur un pied d'égalité, sans considération pour ses réalités économiques, sociales, culturelles.

Ce serait purement et simplement la loi du plus fort, une loi qui deviendrait incontournable.

Car l'OMC prévoit d'institutionnaliser un système de sanctions sans appel ni retour qui contraindrait chaque pays à se plier au moins-disant social, écologique, économique de l'offre, quelle qu'elle soit. Toute mesure de protection, qu'elle soit de nature écologique, de santé alimentaire ou de solidarité sociale serait alors interprétée comme un " obstacle technique au commerce " ; tout service public serait considéré comme un obstacle à la concurrence et chacune de ces situations serait sanctionnée par des mesures de rétorsion financière.

Ainsi, le refus de l'Europe d'importer du boeuf aux hormones serait-il sanctionné via le roquefort ; l'amiante, interdite pour raisons sanitaires, pourrait à nouveau être librement commercialisé ; l'électricité devrait pouvoir être acheminée par telle société privée ; l'éducation devrait ouvrir grandes ses portes à toute offre concurrentielle sans aucune restriction.

La tenue du Cycle du millénaire de l'OMC engage une phase plus agressive de la mondialisation financière, dont témoignent les méga fusions dans la banque, le commerce et l'industrie, avec les conséquences que l'on sait sur l'emploi. Découplée, cette dynamique de concentration accentuerait les inégalités sociales ; désastreuse pour les peuples du Nord, elle serait catastrophique pour les peuples du Sud.

Il faut empêcher cette course à la marchandisation totale du monde. À la mondialisation financière, nous opposons une autre conception des échanges internationaux, basée sur la solidarité, la coopération, un commerce équitable. Contre le dumping social nous choisissons un développement durable, centré sur le respect du travail, sauvegardant l'emploi, les droits sociaux et démocratiques pour tous les peuples.



attac

C'est pourquoi les signataires appellent les citoyens, les salariés, les organisations politiques, syndicales et associatives à organiser ensemble une journée d'actions et de manifestation dans toute la France le samedi 27 novembre, à l'avant-veille de l'ouverture de la conférence de Seattle.

Cette journée permettra de faire entendre la voix de l'opinion publique et d'interpeller les autorités françaises et européennes sur la base des exigences suivantes :

- Le refus de toute négociation qui étendrait les pouvoirs et domaines de compétence de l'OMC ;
- Une évaluation avec la pleine participation de la société civile du bilan, ainsi que des règles et pratiques de cette organisation depuis sa création ;
- Sa subordination aux chartes internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, et aux conventions internationales relatives aux questions sociales, sanitaires et environnementales.
- Le respect de la notion de service public dans les secteurs essentiels que sont l'eau, la santé, l'éducation, la culture l'audiovisuel, les services de communication, les transports, le logement, l'énergie
- Le respect systématique du principe de précaution en matière d'écologie, de santé publique et d'alimentation
- L'interdiction des brevets sur le vivant : plantes, animaux, micro-organismes et gènes, et, a fortiori, de la production et de la distribution des organismes génétiquement modifiés.

Attac,
Confédération paysanne
Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC.

Bas Rhin

Dans le cadre de la semaine contre le Cycle du Millénaire du 12 au 17 octobre 1999 :

Du 12 au 17 :

« Aux victimes du harcèlement économique »
exposition de dessins humoristiques contre l'ultralibéralisme, de Dédé, Véesse et Lèbre.

Bar du T.N.S

1, av. de la Marseillaise

jeudi 14 : Conférence et débat

« La privatisation de l'éducation »

invité : Nico Hirtt, enseignant, co-auteur de l'ouvrage « Tableau Noir » à 20h30 à la maison des Syndicats 1, rue Sédillot

samedi 16 : Projections et débat film : « Millenium Round, chronique d'un ko annoncé »

débat animé par R.Pfefferkorn à 15 h :
adhérents à 16h30 : non adhérents à la maison de l'Image 31, rue Kageneck

attac- Strasbourg
strasbourg@attac.org

Saône et Loire

1 - CONFERENCE-DEBAT A MACON :

Jeudi 14 octobre, à 20h30, à la salle des Fours de la Maison des Syndicats de Mâcon, se tiendra une conférence-débat publique, coorganisée par le comité local ATTAC et la Confédération paysanne, sur les thèmes suivants :

- les Organismes Génétiquement Modifiés;
- pour une agriculture et une consommation citoyennes.

Intervenants : Pascal LEMEUR (OGM Danger), Bernard FAUREY (Confédération paysanne - sous réserves), Jean-Luc BAUDRY (Confédération paysanne).

Contacts :

- ATTAC Mâcon : 03.85.34.86.80 ou macon@attac.org

- Confédération paysanne : 03.85.36.63.35

2 - PIQUE-NIQUE DEVANT MACDO A CHALON :

Samedi 16 octobre, entre 11h et 15h, pique-nique devant le MacDo du centre-ville de Chalon-sur-Saône.

Dans les cadres de la Journée Mondiale Anti-MacDo et de la Semaine Internationale de Lutte Contre les Négociations du Cycle du Millénaire, ATTAC, la Confédération paysanne, Artisans du Monde, le MOuvement de Défense de l'Exploitation Familiale (MODEF) et SOS Saône vous invitent à une manifestation pacifique et à un pique-nique convivial.

Au menu : merguez bio, fromage bio, pain bio, vin doux (pressé sur place), vins régionaux, et tout ce que chacun voudra bien venir faire partager, à partir du moment où ces produits ne seront pas représentatifs d'une production que nous dénonçons (agriculture industrielle, OGM, exploitation du Tiers-Monde).

Contacts :

- ATTAC Chalon-sur-Saône : 03.85.48.14.21 ou chalon@attac.org

-Confédération paysanne : 03.85.36.63.35

3 - SEANCE VIDEO ANTI-MILLENIUM ROUND A CHAGNY :

Suite à nos interpellations lancées en direction de certaines municipalités, une première réponse positive est venue d'un élu de la



attac

commune de Chagny, afin d'y présenter l'association ATTAC dans le cadre d'une conférence-débat publique. Même si une date fixe n'a pas encore été définie, celle-ci devrait se dérouler mi-novembre, c'est-à-dire quinze jours avant le début des négociations du Cycle du Millénaire. Une excellente occasion pour diffuser le film réalisé par le comité ATTAC Rhône !

Contact :

- ATTAC Chalon-sur-Saône : 03.85.48.14.21 ou chalon@attac.org

Deux Sèvres

L'OMC un gouvernement mondial dans l'ombre
Quand on veut assécher le marais, on ne prévient pas les grenouilles !

· L'OMC, qu'est-ce que c'est ?

L'organisation mondiale du commerce (OMC) est née en 1995 de l'accord de Marrakech concluant le cycle d'Uruguay. L'OMC se substitue à l'accord général sur les tarifs et le commerce (GATT), avec des pouvoirs élargis ; c'est une organisation internationale, indépendante de l'ONU, chargée de définir et de faire respecter les règles du commerce international. L'OMC compte aujourd'hui plus de 130 pays membres.

· L'OMC, comment ça marche ?

Chaque pays nomme un représentant à l'OMC. Les décisions sont prises par consensus, c'est à dire que la "QUAD" (Etats-Unis, Union européenne, Japon, Canada), disposant de moyens humains et financiers importants, n'a aucun mal à faire prévaloir son point de vue. Les principales décisions, notamment le contenu et les objectifs du "cycle du millénaire", sont d'ailleurs prises lors de "réunions informelles", d'où sont absents les pays du Sud. L'OMC est loin d'être une instance démocratique : les sessions s'y déroulent à huis clos ; les énormes pressions exercées par les intérêts économiques dominants sont d'autant plus efficaces qu'il n'y a pas de représentants des syndicats, ni des consommateurs, ni des citoyens ...

L'organe de règlement des différends est l'instance juridique saisie pour arbitrage lorsqu'un conflit commercial éclate entre pays. Les groupes spéciaux d'arbitrage (panels) ont jusqu'ici toujours tranché les différends comportant un aspect environnemental ou de santé publique sans égards pour ces derniers, comme dans les affaires récentes du bœuf aux hormones et des OGM.

· L'OMC, qu'est-ce que ça négocie ?

Sous l'influence des stratèges du libéralisme et des intérêts financiers qu'ils défendent, l'OMC, dont le domaine est en principe limité aux règles commerciales, élargit en permanence ses champs d'intervention : si tout besoin humain est soumis au "marché", alors l'OMC a vocation à soumettre toutes les activités humaines aux lois commerciales.

Les lobbies les plus puissants cherchent à imposer :

- Le démantèlement de tous les obstacles aux échanges, et donc le nivellement par le bas des salaires, des conditions de travail et de la protection sociale au nom de la "guerre économique",

- La "liberté" pour les firmes d'investir ou de désinvestir sans aucune contrainte : les Etats et leurs élus ne pourront plus définir de normes sociales ou environnementales, les PME/PMI seront soumises à une concurrence sans limite, les transformant -au mieux- en sous-traitants précaires des entreprises géantes,

· La poursuite de la libéralisation financière, c'est à dire la généralisation de la spéculation, de la fraude fiscale et du blanchiment de l'argent de la drogue ou de la corruption,

· La privatisation à terme de tous les services publics, y compris la santé, l'éducation, les régimes d'assurances sociales et de retraite, les services des collectivités territoriales (voirie, ordures ...) et la production culturelle,

· L'ouverture de tous les marchés publics à la concurrence internationale, y compris ceux passés par les collectivités locales, sans aucune possibilité pour les élus d'établir des conditions sociales, environnementales ou économiques lors de la passation des marchés,

· Le démantèlement des marchés agricoles, en opposition complète avec toutes les politiques (coûteuses) d'aménagement du territoire et de revitalisation du tissu rural,

· L'appropriation et la manipulation du vivant (brevetage du génome humain ou des semences, OGM, clones ...) par un très petit nombre de firmes transnationales géantes, guidées par la seule logique du profit immédiat,

La prochaine négociation à l'OMC, le "cycle du millénaire", aura donc un impact certain sur la vie quotidienne de l'ensemble des citoyens, que cela concerne son alimentation, ses conditions de travail et ses revenus, sa santé, son



attac

éducation, son régime de retraite ou son environnement.

·L'OMC, quel projet de société ?

Avec l'OMC, la mondialisation est synonyme d'accroissement de la pauvreté, de généralisation de la précarité et de régression sociale. A ce rythme, et au nom du primat absolu du commerce international, les pays ne pourront bientôt plus rien contrôler ni protéger. Ni l'agriculture, ni les ressources naturelles, ni les systèmes éducatifs, ni la santé, ni les médicaments ou la biodiversité. Pour le seul compte des transnationales de l'industrie et de la finance, l'OMC est en train de dépouiller les pays et les citoyens des attributs minimaux de la souveraineté. N'est-il pas temps de stopper cette création d'un véritable gouvernement mondial occulte ?

CITOYENNES - CITOYENS

Refusons la guerre de tous contre tous comme modèle de société !

ELUES - ELUS

votre responsabilité est de mettre l'économie au service des Hommes et non de livrer vos électeurs à la tyrannie des marchés !

attac79@attac.org

Morbihan

Le groupe ATTAC56 (Morbihan) et la COMMUNE DE SAINT NOLFF (première commune bretonne adhérente d'ATTAC) organisent MERCREDI 13 OCTOBRE A 20 H 30, Bourg de Saint Nolff salle "La petite scene" (ex salle Kervel) une CONFERENCE-DEBAT sur le thème L'IRRESPONSABILITE DE LA MONDIALISATION FINANCIERE

Loire Atlantique

Bonjour de Nantes, après une période de mise en place plus qu'active de janvier à juillet 1999, nous voilà en septembre débordés par les énergies nouvelles qui viennent se joindre à nous à chaque réunion publique que nous organisons ou à laquelle nous participons. Attac 44 est et restera ce que ses adhérent(e)s en feront. Les réunions du premier mardi de chaque mois à la FSU sont devenues notre point de ralliement, et nous en profitons pour dire un grand merci à ce syndicat pour son ouverture d'esprit et sa patience avec ce regroupement de nouveaux et d'anciens militants bouillonnants d'idées. Nous avons été présents sur tous les fronts (apéros pétition, café d'été sur les marchés, journal local, radio locale, presse

locale, partenaires sociaux, élus). Nous continuons avec 7 groupes de travail thématiques, 3 à 4 zones géographiques de Loire atlantique qui s'organisent autour de Nantes (Saint-Nazaire, Sud Loire, Clisson, ...), des municipalités qui nous écoutent, une convergence accrue avec les partenaires sociaux du 44 (cf. les partenaires sociaux qui appellent à nous rejoindre le vendredi 15 octobre dans notre combat pour un autre monde). Nous serons présents sur le terrain culturel nantais en décembre avec une pièce de théâtre original, nous serons dans les quartiers avec un concert durant le printemps, et nous reprendrons la parole sur tous les médias locaux. Ceci ne représente que nos premiers projets de la rentrée...

Bref, ici à Nantes, Attac est une lame de fond qui demande à tous passion, énergie et disponibilité, mais qui reste avant tout une association conviviale dont la bonne ambiance (festive comme dirait notre ami Luc) est enviée par tous.

Pierre Charrier Secrétaire Attac 44

La Confédération Paysanne et l'association Attac vous invitent à participer à la réunion publique d'information ouverte à tous sur la mondialisation et les enjeux des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce qui auront lieu à Seattle en novembre (les OGM, la Culture, la Santé, les Services Publique, ..). De nombreux syndicats et associations apportent leur soutien et vous invitent à participer à cette initiative (*)

Soirée débat avec

Liem Hoang-Ngoc (économiste, maître de conférence à Paris I) & François Dufour (porteur-parole de la Confédération Paysanne)

Vendredi 15 octobre 1999 à 20 h 30 amphi E, faculté de Droit Nantes (tram ligne 2 : station petit port, facultés)

(*) Confédération Paysanne, UD CGT, FSU, Groupe des 10, Sud, CNT, AC!, Attac, Ecole Emancipée, Frères des Hommes, GASPROM, LDH, MRJC, NEUF, REAS 44, SOS Paysans, Alternatifs, LCR, MDC, PCF, Les Verts, ...
attac44@attac.org

Essonne

Les textes sont la partie visible de l'iceberg que constitue les accords internationaux dit de libéralisation du commerce international.



attac

L'application, elle, relève de la mentalité qui peut dériver complètement de la volonté initiale. Il est clair que pour l'OMC, la question du respect de la vie, de la santé, du droit du citoyen passe à la trappe et c'est le fond de la question. L'état d'esprit qui prévaut c'est justement le dominant sur le dominé, le gros et puissant est important, le petit est phagocyté !

Au comité Savigny Brétigny nous produirons un exposé sur l'OMC et le round du millénium le mardi 12 octobre de 20H15 à 22H30 14 Grande Rue à SAVIGNY SUR ORGE près de la MJC.
essonne@attac.org

Pyrénées Orientales

DECLARATION D'ATTAC 66 AU COMITE D'ORGANISATION POUR LA MANIFESTATION DU 16 / 10 / 1999

L'association ATTAC, à son échelon national, a décidé de ne pas participer aux manifestations des 4 et 16 octobre 1999.

Elle appuie cette décision sur son identité spécifique et sur le contexte de ces manifestations.

Elle considère qu'elle n'a pas vocation à intervenir systématiquement sur tous les terrains, en particulier sur ceux qui sont du ressort d'autres acteurs politiques ou sociaux auxquels elle n'entend pas se substituer ; particulièrement lorsque les manifestations envisagées ne recueillent l'adhésion que d'une fraction du mouvement social et associatif.

ATTAC rappelle néanmoins que, de par ses choix fondamentaux, elle prend clairement parti pour le Travail, contre la Finance.

Sa position étant clairement affichée, l'association nationale laisse cependant à chacune de ses représentations locales ou départementales la liberté de s'autodéterminer en lui demandant d'éviter tout choix d'étroitesse et en lui demandant de préserver sa représentativité et sa diversité.

ATTAC 66, comité départemental d'ATTAC pour les P.-O., a mis à l'ordre du jour de son bureau du 5 / 10 / 1999 la question de son positionnement au regard des appels à manifester, en particulier pour ce qui concerne la manifestation pour l'emploi prévue le 16 / 10 / 1999.

ATTAC 66, après avoir examiné les termes de l'appel, a décidé d'y associer son nom. Il accompagne cette décision d'un texte qui précise sa position et qui a été adressé à la presse départementale pour qu'elle en rende compte.

Ce texte, ici présent, est à la disposition de tous ceux qui souhaiteraient en prendre connaissance.

Pour l'essentiel, il rappelle le but statutaire d'ATTAC qui est : « de produire et de communiquer de l'information ainsi que de promouvoir et mener des actions de tous ordres en vue de la reconquête par les citoyens du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde ».

ATTAC 66 considère que le chômage, ou son remède néolibéral : le salariat sous-payé, trouve son origine dans le choix de société ultralibéral qui caractérise la forme actuelle de la mondialisation.

Toutes les luttes contre le fatalisme néolibéral ambiant lui semblent donc de nature à favoriser l'émergence d'un nouveau rapport de force favorable à ses propres objectifs.

C'est bien parce que les termes de l'appel du 16 / 10 / 1999 lui sont apparus volontaristes et tournés vers ses priorités humanistes et citoyennes qu'ATTAC 66 a décidé d'y associer son nom.

Ne se positionnant cependant pas en supplétif de partis politiques ou de syndicats, il recommande à ses adhérents de s'engager dans la manifestation sous la propre identité d'ATTAC 66 et d'éviter tout amalgame qui serait de nature à brouiller sa spécificité.

attac66@attac.org

Vienne

Le collectif de Poitiers va se joindre à un collectif plus large pour une soirée qui aura lieu le mardi 12 octobre à 20 h 15 à la MJC Aliénor d'Aquitaine à Poitiers sur le thème : Commerce mondiale, agriculture et "malbouffe" : un devoir de résistance ! avec Philippe Norel, professeur d'économie à l'Université de Poitiers et Franck Michel, technicien agricole. Cette soirée est organisée par ATTAC 86, la Confédération Paysanne, les AMis de la Terre, LCR, JCR, CAP, AC ! 86, ACEV, Scalp, CNT, FSU, UFC-Que Choisir ?



attac

poitiers@attac.org

Proposons et emportons des victoires !

Chers amies et amis,
Notre combat pour la taxation des transactions financières, et notamment pour la taxe Tobin, vient de marquer des points sérieux :

1.- Dans son numéro daté du 7-21 octobre, L'Expansion publie un article de 5 pages intitulé " Mondialisation : cette France qui dit NON ", et où il est très largement question d'ATTAC. Surtout il donne les chiffres d'un sondage montrant que 60% des Français sont favorables à la taxe Tobin, alors que seulement 31% se prononcent contre. Les autres questions sur la mondialisation donnent des résultats tout aussi éloquents (par exemple 65% des personnes interrogées considèrent qu'elle aggrave les inégalités sociales, 31% étant d'un avis inverse).

2.- Le jeudi 14 octobre, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, va recevoir une délégation d'ATTAC qui lui remettra officiellement les quelque 110 000 signatures réunies par les comités locaux au bas de la pétition pour la taxation des transactions financières. Cela crée un contexte très favorable pour une action significative au Parlement, et c'est l'objet principal de cette lettre.

3.- Il se trouve, en effet, que dans le cadre de la discussion de la loi de finances, les cinq députés initiateurs du comité ATTAC de l'Assemblée - Yves Cochet (Les Verts, Yann Galut (PS), Jean-Claude Lefort (PC), Chantal Robin-Rodrigo (PRG) et Georges Sarre (MDC) vont demander, le mercredi 13 octobre prochain, à leurs collègues de signer avec eux un amendement soumis au vote de l'Assemblée et réclamant la mise en place de la taxe Tobin. Les intéressés disposeront de 5 jours pour signer cet amendement qui sera déposé le mardi

19 octobre sur le bureau de l'Assemblée. La date de discussion de cet amendement n'est pas encore connue, mais il est impératif que tous les signataires soient physiquement présents au moment du vote.

4.- C'est ici que les comités locaux d'ATTAC ont un rôle décisif à jouer. Il ne fait aucun doute que certains députés du comité parlementaire ATTAC vont être soumis à de fortes pressions pour les dissuader d'apposer leur signature au bas de l' " amendement Tobin ", et à de plus fortes encore pour les " inviter " à ne pas le voter. Il est donc important que vous interveniez directement auprès d'eux pour les encourager à mettre leurs votes en accord avec leurs convictions, et à les assurer de votre soutien à leur combat parlementaire.

Evidemment, comme il se doit dans une association qui se veut transparente, ATTAC rendra publique la liste des signataires de l'amendement et celle des participants au vote " pour ". L'objectif est que les 120 députés ATTAC se retrouvent en totalité sur ces deux listes. On ne doit pas exclure que, par leur détermination, ils parviennent à convaincre de nombreux collègues non encore membres du comité.

A vous de contacter ces parlementaires pour leur exposer les enjeux. Vous pourrez vous appuyer sur les chiffres du sondage publié par L'Expansion pour montrer que, en rejoignant les positions d'ATTAC, ils ne feraient que " coller " au sentiment très majoritaire de l'opinion.

5.- Un comité ATTAC devrait se créer au Sénat le 19 octobre

Je vous prie, chers amies et amis, de croire à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président
Bernard Cassen
attac@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Mardi : LIMOGES – LYON – VILLEURBANNE – POITIERS – VALENCE – LILLE – LOUVAIN LA NEUVE – BRUXELLES – PERPIGNAN
- Mercredi : METZ – AUXERRE – LILLE – LYON – VILLERUBANNE – GRENOBLE
- Jeudi : RENNES – BORDEAUX – TOURS – MACON – CRAN GEVRIER – AUBERVILLIERS – GRENOBLE – LILLE - LYON – VILLEURBANNE – BRIOUDE
- Vendredi : LYON – VILLEURBANNE – ST PIERRE – NANTES – AUXERRE – LILLE – ROMANS – GOND PONTouvre – ST VINCENT DE TYROSSE